

Elections provinciales : la der des ders ?



[Pierre Havaux](#) Journaliste

22/02/18 à 13:00 - Mise à jour à 13:12

[Du Le Vif/L'Express du 22/02/18](#)

La 62e édition du scrutin le plus mal aimé de Belgique devrait être la dernière. Bon débarras, disent Ecolo, MR et CDH. Bel embarras, observent certains candidats à la Province : ils assumeront à reculons l'engagement de leur parti de liquider l'institution.



Le conseil provincial de Liège en séance : l'institution a été éclaboussée par l'affaire Publifin. © Valentin Bianchi/id photo agency

Le 14 octobre prochain, une élection en cachera une autre. Comme toujours. On n'aura d'yeux que pour les foires d'empoigne communales, on ne jettera qu'un regard distrait sur les joutes provinciales. La Province avec un grand P a appris à se faire systématiquement voler la vedette dans l'isolement. Hier par les législatives, aujourd'hui par les communales. Jean Faniel, directeur général du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques), remonte le temps : " Jusqu'en 1991 inclus, les élections provinciales étaient couplées aux scrutins qui portaient sur la Chambre et le Sénat. A partir de 1994, avec la quatrième réforme de l'Etat qui achève le caractère fédéral de l'Etat et avec l'élection directe des parlements flamand et wallon, les élections locales sont regroupées. "

Le niveau provincial, qui perd dans l'aventure ses sénateurs provinciaux, quitte la zone de turbulences politiques : fini de devoir aligner son calendrier électoral sur les

retours anticipés aux urnes à la faveur d'une crise gouvernementale. " Les élections provinciales ont gagné en stabilité mais non en visibilité ", prolonge Jean Faniel. L'accès à la pleine lumière leur reste interdit. " Elles auraient pu être autonomisées mais le souci de ne pas multiplier les scrutins l'a emporté. " Le citoyen-électeur l'aurait mal pris. Le vote aux provinciales restera donc l'éternel parent pauvre du système électoral. Celui que la littérature spécialisée taxe cruellement " d'élections de second ordre ".

Partager

"L'avenir des provinces devrait être un thème de la campagne. Ce ne sera pas gagné"
- Jean Faniel (Crisp)

Qui dit élections dit néanmoins candidats. Nécessité de partir tous les six ans à la chasse aux voix et de convaincre de son utilité. Tâche a priori ingrate, que se prépare à réendosser en Brabant wallon Mathieu Michel. Lucidement. " C'est certain, la Province n'est pas le lieu de pouvoir le plus connu et le plus apprécié, y compris de la classe politique en général. Mais l'intérêt de faire de la politique ne se réduit pas à placer sa tête dans les journaux ", répond le frère cadet du très médiatisé Premier ministre. L'actuel président du collège provincial du BW, qui ne s'est encore jamais frotté aux divisions " supérieures ", devrait réussir la passe de trois à la tête de la liste MR. Si l'électeur en redemande. " Etonnamment, les gens que je rencontre en campagne s'en prennent peu à l'institution provinciale mais ils m'interpellent souvent sur des thématiques qui ne relèvent pas de ses compétences. La faute au manque de clarté du modèle institutionnel belge. "



Geneviève Lazon, députée provinciale CDH à Namur : "On ne peut pas laisser tomber la Province. Il faut rester motivé." © sdp

En campagne, avant liquidation

Défendre le bout de gras provincial, il y a plus exaltant comme mission sur le terrain. " Mener une campagne à ce niveau n'est jamais évident ", confirme Geneviève Lazon, députée provinciale à Namur qui devrait remettre son mandat en jeu à la tête de la liste CDH. " Il y a toujours un côté nombriliste à devoir se défendre soi-même ", concède l'ex-échevine de l'enseignement à la Ville de Namur de 2006 à 2012, alors désignée volontaire par son parti pour un destin provincial. Bonjour la visibilité... " Les gens mélangent tout, m'appellent encore madame l'échevine, je n'essaie même plus de rectifier. "

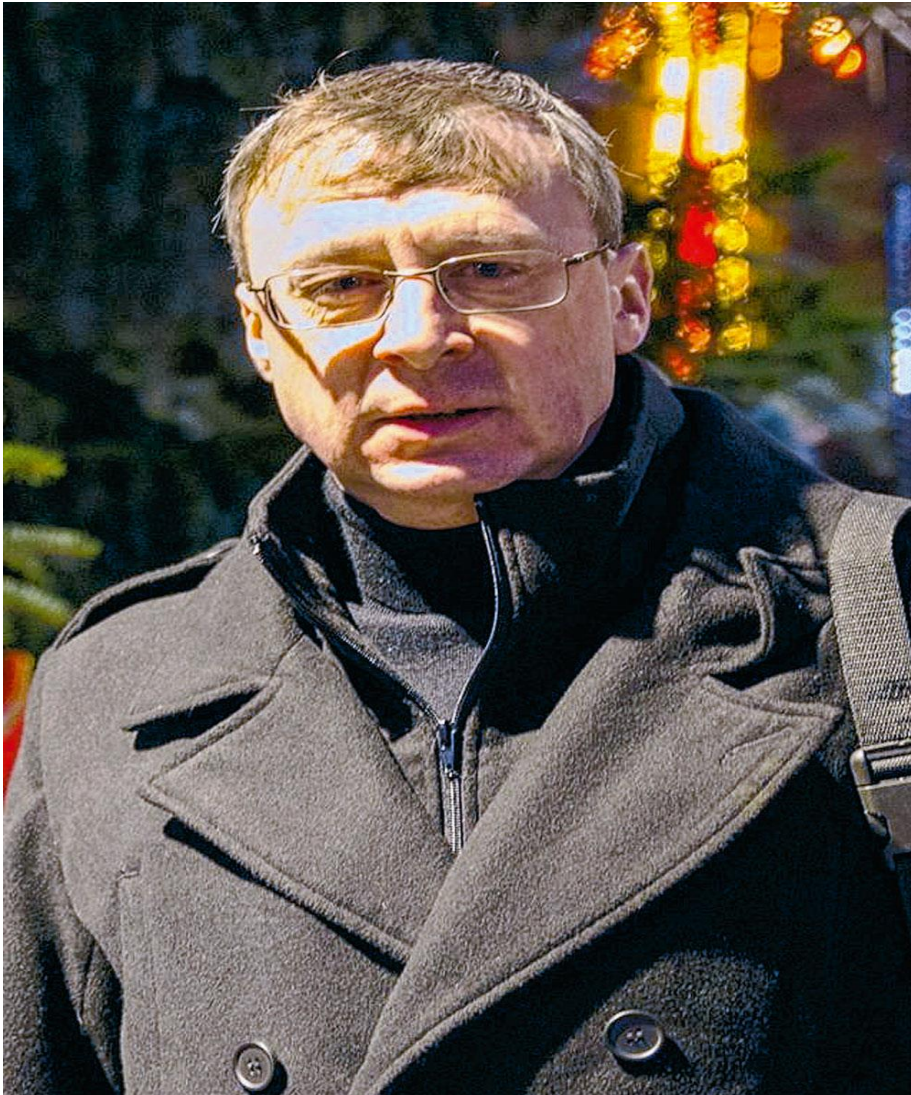
Pauvre Province. Ses heureux (?) élus, présents et à venir, s'accommoderont de passer encore sous les radars en octobre. La rançon d'un biotope discret. " Le niveau de pouvoir provincial est assez hermétique, observe Jean Faniel. Son élection a son propre environnement et ses propres figures, généralement fort peu connues. Des profils de seconds couteaux. " Des hommes et des femmes de pouvoir mais de l'ombre, peu habitués des plateaux de télé ou des gros titres de journaux. Sauf quand une " affaire Publifin " propulse à Liège certains de ces mandataires sur le devant de la scène. André Gilles (PS), Georges Pire (MR), Dominique Drion (CDH) ou récemment Paul-Emile Mottard (PS) ont beaucoup donné pour sortir l'institution provinciale de l'obscurité. L'actionnaire provincial majoritaire de Publifin/Nethys n'en demandait pas tant.

" Les affaires n'aiment pas le bruit, la Province non plus ", lâche Marc Hody. Conseiller provincial Ecolo à Liège, le quadragénaire suppute les effets secondaires du psychodrame qui n'en finit pas de défrayer la chronique : " L'affaire Publifin a projeté en pleine lumière un royaume de potentats qui ont fait dysfonctionner l'institution en s'appropriant des outils provinciaux. Le citoyen réalise la concentration de pouvoir et de moyens qui existe à ce niveau de pouvoir discret. L'électeur pourrait prendre conscience qu'un scrutin provincial n'est finalement pas aussi dérisoire qu'il n'y paraît. "

Cette tardive révélation pourrait laisser des traces à l'heure de remplir le bulletin de vote provincial, devoir déjà modérément apprécié en temps normal : " Les trois derniers scrutins au niveau wallon ont enregistré des taux de votes blancs ou nuls de 8 à 9,5 % au niveau provincial, de 5,5 à 6,5 % aux communales ", précise Jean Faniel.

61 joutes provinciales au compteur, totales ou partielles, depuis le jeudi 29 septembre 1836. Se pourrait-il que le 62e renouvellement des conseils provinciaux en octobre 2018 soit le dernier ? La rumeur enfle depuis que la disparition des cinq institutions provinciales est ouvertement posée en Wallonie. Par Ecolo qui en fait depuis longtemps une priorité. Par le MR qui valide résolument le principe. Par le CDH qui n'en fait plus un tabou. Sans vraiment le PS, plus enclin à faire de la résistance.

Rester motivé



Jean-Pierre Urbain, conseiller provincial Ecolo en Hainaut et candidat à un niveau de pouvoir qu'il souhaite voir disparaître. "Il faut en être." © sdp

La nouvelle majorité MR-CDH aux affaires à Namur ne pouvait pas ne pas mettre le chantier à son agenda. Il fallait bien atterrir, après les effets d'annonce des présidents de parti. Va pour une réforme en profondeur. Avec, à terme, l'ambition affichée de liquider le collège provincial (l'exécutif) et de remplacer le conseil provincial (le "parlement") par une représentation des communes dans la province. Les jours de 223 élus provinciaux sont comptés, c'est acté. Sur papier. " Il a été clairement dit que les élections provinciales de 2018 auraient lieu parce qu'il n'était pas réaliste de vouloir finaliser la réforme avant cette échéance ", a rassuré la toute nouvelle ministre régionale des Pouvoirs locaux, Valérie De Bue (MR).

C'est bon pour une fois, mais après qu'on en finisse, presse le MR. " Les élections provinciales de 2018 devraient être les dernières ", stipulent les libéraux en page 5 de

leur programme électoral. Mathieu Michel ne se sent pas encore poussé par les siens dans le couloir de la mort. " Je retiens surtout l'usage du conditionnel et j'attends avec curiosité un éventuel passage à l'indicatif. Pour citer un philosophe dont j'ai oublié le nom (NDLR : *Epicure*) : "La mort ne nous concerne pas." C'est la Région qui a la capacité de nous tuer. " Chiche.

Haut les coeurs. Il n'est jamais très agréable de devoir aider à scier la branche sur laquelle on espère se (r)asseoir. Il faut bien continuer à " vendre la marchandise " et faire tourner la boutique. Comme si de rien n'était. " On ne peut pas se permettre de laisser tomber l'institution. Il faut rester motivé ", lâche Geneviève Lazaron.

Une rencontre avec l'électeur exigera sans doute quelques contorsions lorsque l'inévitable curieux s'avisera de poser la question qui dérange : stop ou encore ? " S'il y a bien un moment où l'avenir des provinces mérite d'être posé et soumis à la réflexion des citoyens-électeurs, c'est lors d'un scrutin provincial. Ce débat démocratique devrait être un thème de cette campagne. Ce ne sera pas gagné ", pronostique Jean Faniel. Aux candidats à jouer le jeu et à se plier à la consigne du parti.



Mathieu Michel (MR) (à dr.) et ses colistiers au scrutin de 2012. " L'intérêt de faire de la politique ne se réduit pas à placer sa tête dans les journaux. " © sdp

"La province est là pour aider votre commune"

Il y a ceux qui assumeront, sans mauvaise conscience. " Je ferai campagne avec pour unique slogan : à quoi sert la Province ? Estimez-vous comme moi que ce niveau de pouvoir ne se justifie plus ? " annonce Jean-Pierre Urbain, chef de groupe Ecolo au conseil provincial du Hainaut et candidat à un nouveau mandat qu'il souhaite pourtant voir disparaître. Comprenez qui pourra... " Il faut en être pour pouvoir exercer le contrôle démocratique de l'institution, peser sur le débat et ne pas abandonner les rênes aux autres partis. L'électeur apprécie ce rôle d'aiguillon dans l'assemblée provinciale. "

Il y a ceux qui chercheront plutôt à parler d'autre chose. Mathieu Michel n'entend pas se laisser distraire. " Mon message, c'est : "La Province est là pour aider votre commune." Pour le reste, je ne suis pas sûr que les gens connaîtront la position du MR sur l'avenir de l'institution. " A quoi bon l'ébruiter, quand on la soutient du bout des lèvres. " Le côté on/off, ce n'est pas mon truc. J'ai du mal à valider la réflexion politique de mon parti sur ce point, je la prends avec beaucoup de prudence et de recul. "

Un accès de résistance à la ligne officielle du parti ne sera donc pas exclu : " Je ne suis pas d'accord avec la décision prise par la majorité régionale de supprimer l'échelon provincial, sans d'ailleurs nous demander notre avis. Mais ma position personnelle n'est pas diamétralement opposée à celle de mon parti, confie Geneviève Lazon. Pour ma première participation au scrutin, j'abordais la Province de manière théorique, sans être ni pour ni contre. J'ai appris à la connaître, et je vais défendre avec mes tripes, sinon l'institution, en tout cas les services qu'elle rend. "

Il s'en trouve même pour ramer à contre-courant en se découvrant une vocation tardive pour les affaires provinciales. Eric Massin (PS) surprend par une première candidature à la Province de Hainaut, à la tête de la liste socialiste. Jusqu'ici député fédéral, président du CPAS de Charleroi, l'homme n'a nullement l'impression de déchoir. " Je n'irai pas à la Province pour m'installer dans des pantoufles, prétend celui qui se ménage aussi une place en queue de liste communale et conservera la présidence de la fédération carolorégienne du PS. L'appareil provincial en Hainaut, c'est du lourd. Et à Charleroi, c'est du palpable. " L'Université du travail y est un phare de la Province. " Entretenir sa flamme reste un devoir. "